

Juin 2021

Tendances récentes : La plupart des économies de la région ont connu en 2020 une contraction sans précédent depuis des décennies, et les dommages économiques causés par la pandémie restent particulièrement visibles dans les secteurs du transport et du tourisme. La résurgence du virus a entraîné de nouvelles restrictions des déplacements dans de nombreux pays. La hausse des infections a cependant eu des répercussions économiques limitées jusqu'à présent.

Malgré les perturbations engendrées par la pandémie, la hausse des prix pétroliers a généralement soutenu l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole. En République islamique d'Iran, les secteurs pétroliers et non pétroliers ont rebondi dans la deuxième moitié de l'exercice 2020/21 clos en mars. En Arabie saoudite, l'aggravation du recul du secteur pétrolier imputable à de nouvelles réductions de la production a été compensée par la dynamique de croissance du secteur non pétrolier. Plusieurs pays importateurs de pétrole ont connu au début de 2021 une recrudescence des cas de COVID-19 qui a ralenti la croissance en République arabe d'Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie.

Les autorités nationales ont pris de nouvelles mesures en 2021 pour lutter contre les effets de la pandémie. L'Arabie saoudite a lancé un système de paiement instantané, élargi le programme de garanties et de délais de grâce, et assoupli les règles d'emploi applicables aux expatriés. L'Égypte a relevé le salaire minimum des fonctionnaires, prolongé le moratoire sur les charges frappant la plupart des opérations financières et pris d'autres mesures pour accroître les prêts. Les États arabes unis ont pris des mesures qui favorisent les participations étrangères.

Perspectives : La production dans la région devrait augmenter de 2,4 % en 2021, ce qui correspond à une progression plus soutenue que prévu mais inférieure à la moyenne de la dernière décennie (2010-2019). La région devrait bénéficier du récent redressement des prix pétroliers, de l'augmentation de la demande extérieure et de l'atténuation des perturbations économiques dues à la pandémie. Avec l'accélération de la vaccination, l'assouplissement des restrictions de déplacement, l'allègement des réductions de la production pétrolière et l'atténuation des problèmes budgétaires, la croissance devrait s'accélérer à 3,5 % en 2022. Néanmoins, les perspectives sont incertaines et dépendent de l'évolution de la pandémie, de l'accès aux vaccins et de la volonté des populations de se faire vacciner.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la hausse des prix pétroliers favorisera la croissance et le redressement des recettes publiques. Les cours devraient s'établir en moyenne à 62 dollars le baril en 2021 et 2022. L'Arabie saoudite devrait afficher une croissance de 2,4 % cette année et de 3,3 % l'année prochaine, à la faveur de l'évolution positive de la pandémie, de la hausse des prix pétroliers et de l'allègement des réductions de production, ainsi que du lancement d'un nouveau programme d'investissements publics. En République islamique d'Iran, l'activité économique devrait progresser de 2,1 % en 2021 et 2,2 % en 2022, l'accroissement de la production industrielle compensant la persistance d'une demande atone dans le secteur des services à cause du grand nombre de cas de COVID-19.

La pandémie restera un frein à la croissance dans les pays importateurs de pétrole. En Égypte, la croissance devrait ralentir à 2,3 % sur l'exercice 2020/21, la pandémie ayant entraîné un ralentissement dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de l'extraction pétrolière et gazière, avant de se redresser pendant l'exercice 2021/22. Au Maroc, la production devrait rebondir à 4,6 % en 2021 sous l'effet de plusieurs facteurs : diminution des problèmes liés à la sécheresse, maintien de politiques accommodantes et allègement des restrictions imposées aux déplacements internes.

Dans les pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence, les perspectives sont mitigées. En Libye, la formation d'un gouvernement d'unité intérimaire et la levée de l'embargo sur le pétrole devraient rétablir

l'activité économique à un niveau proche de celui atteint en 2019. En Iraq, la production devrait progresser grâce à la hausse de la production pétrolière, mais sans pouvoir toutefois inverser la hausse sensible des taux de pauvreté. Au Liban, on s'attend à une nouvelle baisse de l'activité économique en 2021.

Risques : Les risques de dégradation sont prépondérants et liés à la possibilité d'une résurgence de la pandémie, aux retards dans la distribution des vaccins, à la baisse des prix pétroliers dans le contexte d'une faible diversification économique, à la hausse des prix agricoles et à l'insécurité alimentaire, ainsi qu'aux conflits et aux tensions sociales. Le manque de diversification économique reste problématique du fait que la demande pétrolière devrait rester inférieure aux niveaux pré-COVID jusqu'à la fin de 2023. L'agitation sociale et les conflits constituent des risques récurrents pour la région. La hausse des prix des denrées alimentaires, conjuguée aux situations de fragilité et de conflit, aux risques politiques et aux flambées récurrentes de COVID-19, sont autant de facteurs qui exposent la région à des risques économiques et sociaux importants.

[Télécharger les Perspectives économiques mondiales](#)

Prévisions pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020e	2021f	2022f	2023f
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)						
Algérie	1.2	0.8	-5.5	3.6	2.3	1.6
Bahreïn	2.0	1.9	-5.4	3.3	3.2	3.2
Djibouti	8.4	7.8	0.5	5.5	6.0	6.2
Égypte (Rép. arabe d)^a	5.3	5.6	3.6	2.3	4.5	5.5
Iran (Rép. islamique d)^a	-6.0	-6.8	1.7	2.1	2.2	2.3
Iraq	-1.2	4.4	-10.4	1.9	8.4	4.2
Jordanie	1.9	2.0	-1.6	1.4	2.2	2.3
Koweït	1.2	0.4	-5.4	2.4	3.6	2.8
Liban^b	-1.9	-6.7	-20.3	-9.5
Libye^b	15.1	2.5	-31.3	66.7
Maroc	3.1	2.5	-7.1	4.6	3.4	3.7
Oman	0.9	-0.8	-6.3	2.5	6.5	4.2
Qatar	1.2	0.8	-3.7	3.0	4.1	4.5
Arabie saoudite	2.4	0.3	-4.1	2.4	3.3	3.2
Tunisie	2.9	0.9	-8.8	4.0	2.6	2.2
Émirats arabes unis	1.7	4.8	-6.1	1.2	2.5	2.5
Cisjordanie et Gaza	1.2	1.4	-11.5	3.5	3.6	3.7

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; f = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative à un moment donné.

a. Se rapporte à l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour des détails sur le cycle budgétaire. b. Les prévisions effectuées pour le Liban et la Libye au delà de 2021 sont exclues en raison des fortes incertitudes dont elle sont entachées.

[Télécharger les données](#)